

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 99 31 mars 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Le gouvernement provoque : le 4 avril, on bloque le pays ! La démocratie et la légitimité sont celles de la lutte](#)
- [Le congrès du PCF ou la « stratégie » de l'ambiguïté](#)
- [48^{ème} congrès de la CGT : un syndicat pour le renouveau de la lutte des classes ou pour l'accompagnement des reculs ?](#)

Le gouvernement provoque : le 4 avril, on bloque le pays !

La démocratie et la légitimité sont celles de la lutte

Le Conseil constitutionnel a « *validé sans réserve* » le CPE et Chirac s'apprête à promulguer la loi tandis que De Robien envoie les flics devant les lycées et que les tribunaux condamnent les premiers lycéens à de la prison ferme.

Le gouvernement provoque et a reçu, durant la journée de jeudi, une première réponse : l'approfondissement du mouvement, de nouveaux lycées basculant dans la grève et le blocage. Comme le disait jeudi le lycéen responsable de l'UNL arrêté lors d'une manifestation, « *leurs provocations légitiment la radicalisation du mouvement* ».

Le pouvoir, désavoué par tous les sondages, affronte aujourd'hui l'ensemble du pays en affrontant la jeunesse et en maintenant le CPE et la loi sur « *l'égalité des chances* », loi réactionnaire qui instaure l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit dès l'âge de 15 ans et prévoit un « *contrat de responsabilité parentale* » pouvant conduire à la suppression des allocations familiales.

Une nouvelle étape vient d'être franchie qui ouvre une crise politique. Pour l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, l'heure est à la préparation du 4 avril pour bloquer tout le pays, tous ensemble, pour exiger le retrait du CPE et de la totalité de la loi.

La force du mouvement

Mardi 28, nous étions trois millions, lycéens, étudiants, salariés, au coude à coude dans la rue pour refuser le CPE, le CNE, l'aggravation de l'exploitation. Un chiffre supérieur à ceux des plus grosses manifestations de 1995 et de 2003.

Alors que le mouvement s'étend depuis deux mois parmi les jeunes, que la grève et les blocages sont revotés dans les universités et se propagent dans les lycées, des centaines de milliers de salariés des petites et

grandes entreprises, du privé et du public, sont pour la première fois depuis le début du mouvement descendus massivement dans la rue. Au-delà de la solidarité, chacun a conscience qu'il s'agit d'une même lutte, tous ensemble contre la précarité et la politique du gouvernement.

Mardi, dans les cortèges compacts, chacun commentait les chiffres et s'interrogeait sur la suite : comment préparer la prochaine étape, comment infliger un véritable recul au gouvernement et renverser le rapport de forces ? Aujourd'hui, cette question est encore plus à l'ordre du jour : il s'agit non seulement de ne pas laisser les jeunes seuls face à la répression et aux provocations, mais c'est tous ensemble qu'il nous faut affronter le gouvernement, exercer la pression de la rue.

La crise politique est ouverte

« *La République ce n'est pas les préalables, ce n'est pas l'ultimatum* » avait asséné Villepin à l'Assemblée nationale le 28 mars en réponse à l'exigence des trois millions de manifestants. Un appel au respect de la République rappelant ses propos à l'automne dernier, face à la révolte des banlieues : « *Il n'est pas question que la République s'incline* ».

Chirac s'apprête à promulguer la loi alors que 78 % de l'opinion ne lui fait pas confiance et que 83 % est contre le CPE. Totalement discrédité, le pouvoir prétend affronter l'ensemble du pays.

Villepin et Chirac donnent ainsi la mesure de la bataille : en exigeant le retrait de la loi, les manifestants contestent le Parlement de la République et le Conseil constitutionnel, ces institutions totalement illégitimes comme est illégitime ce gouvernement qui a imposé le CNE par ordonnance pendant les vacances d'été, a fait décider le CPE en pleine nuit par une poignée de parlementaires et a passé en force au 49-3 la loi sur l'égalité des chances.

Chirac, Villepin, De Robien fixent la barre au mouvement : imposer la légitimité des exigences du monde du travail et de la jeunesse dans la rue par la lutte, et en retour, décréter leur propre illégitimité !

La gauche et le ridicule de l'appel à Chirac...

Le Parti socialiste n'a pu faire autrement que de participer aux manifestations même s'il a bien du mal à faire entendre une différence sur le terrain de la précarité (et pour cause... ses recettes sont les mêmes : nouveaux emplois aux nouvelles initiales... et nouvelles subventions aux entreprises. Strauss-Kahn va même jusqu'à employer le vocabulaire de Sarkozy, défendant la « *flexi-sécurité* »). Mais s'il s'est joint au mouvement, le PS n'en est que plus pressé de trouver une issue respectant le cadre institutionnel, craignant la crise sociale et l'irruption des masses sur le terrain de la lutte.

C'est la raison de son recours devant le Conseil constitutionnel, espérant qu'un rejet du texte oblige le gouvernement à inviter les « partenaires sociaux » à trouver une issue « négociée ». Anticipant malgré tout la réponse, Fabius et Strauss-Kahn s'étaient adressés dès le début de la semaine à Chirac pour lui demander de remettre le CPE en délibération à l'Assemblée pour une « deuxième lecture », comme l'avaient demandé avant eux Hollande, Buffet et Bayrou ou, depuis, le parti radical de Borloo... Pour Fabius, c'était « *la seule solution* » pour sortir de « *l'impasse* » actuelle tandis que Strauss-Kahn estimait, lui, que le rôle de Chirac « *est de mettre fin à cette situation de tension dangereuse pour le pays* »...

En appeler à l'arbitrage de Chirac face à Villepin, la suite des événements a montré s'il en était besoin le ridicule de la chose...

C'est pourtant également le sens de la lettre que les cinq confédérations (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC) ont envoyée le 28 au soir à Chirac. « *Attachés aux valeurs républicaines et démocratiques, nous vous saisissons solennellement afin qu'en application de l'article 10 de la Constitution, vous demandiez au parlement une nouvelle délibération de la loi égalité des chances excluant notamment l'article 8 relatif au Contrat Première Embauche. C'est, pour les cinq confédérations syndicales, la condition nécessaire et indispensable à l'ouverture rapide du dialogue social auquel nous souhaitons participer et qui est actuellement totalement bloqué* » ont-elles écrit.

Alors que nous sommes trois millions dans la rue, demander à ce même Parlement, qui depuis 2002 a voté toutes les lois réactionnaires, de revoir la loi a quelque chose de pas très sérieux... Sans compter que les confédérations ne mettent l'accent que sur le CPE et non sur l'ensemble de la loi sur l'égalité des chances.

Les syndicats entraînés par la force du mouvement emmené par la jeunesse

La jeunesse, en lutte depuis deux mois dans les universités, a mené et gagné la bataille de l'opinion. Par sa détermination, grâce à la démocratie militante de son mouvement, elle l'a élargi. Elle a entraîné et donné confiance, dans ses propres rangs d'abord mais aussi parmi les salariés. Et elle a imposé le tempo aux directions syndicales, malgré leur crainte de la crise.

La réponse des cinq confédérations syndicales, la semaine dernière, à l'invitation de Villepin à « renouer le dialogue » a finalement tourné court du fait de la pression des jeunes et des salariés : bien évidemment bredouilles et plutôt ridicules à leur sortie, les 5 n'ont eu d'autre choix que de refuser l'invitation suivante. Le Monde rapporte qu'au sortir de l'entrevue avec Villepin, Chérèque, dirigeant de la CFDT, rageait : « Villepin ne nous aide sur rien. Alors je ne vois pas pourquoi nous ferions un effort pour aider un gouvernement qui ne nous a prévenus qu'au dernier moment, sur une loi que nous n'avons pas choisie ». Un aveu... Deux jours plus tard, il confiait au même journal : « Je ne suis pas le pompier de service [...] On est courageux, on est capables de s'engager, mais on n'est pas masos »... Jeudi soir, il était dans les premiers à annoncer qu'il n'irait pas à la « grande négociation sociale » que Chirac se prépare à « proposer aux partenaires sociaux ».

Permettre aux possibilités du mouvement de donner leur mesure

Face aux tergiversations des directions syndicales qui déterminent leur attitude en fonction du rapport de forces, il s'agit aujourd'hui de militer concrètement dans les entreprises pour que, face aux provocations du pouvoir, les salariés rejoignent les étudiants et les lycéens, pour aller jusqu'au bout des possibilités du mouvement sur chaque lieu de travail. Pour les jeunes, dont beaucoup recherchent la rencontre avec les salariés, il est important de multiplier les contacts avec des syndicalistes, les solliciter, aller à la porte des entreprises, discuter de l'intérêt de s'unir pour exiger le retrait du CPE, mais aussi du CNE et de l'ensemble de la loi.

La garantie des droits des salariés, des jeunes, ne peut venir que notre lutte commune, des mobilisations pour renverser le rapport de forces, prendre sur les profits pour satisfaire les besoins fondamentaux des couches populaires. La lutte contre le CPE rejoint celle contre les licenciements, pour les salaires, pour le droit de tous à des revenus dignes, à une couverture sociale, contre le recul du départ à la retraite. Elle pose le problème du partage du travail entre tous, du contrôle du monde du travail sur la marche de la société.

L'ensemble de ces problèmes est débattu dans les AG étudiantes où les jeunes se pensent en futurs salariés. Dans les entreprises, le lien se fait entre le problème du CPE, de la précarité et tous les mécontentements, toutes les attaques subies.

La politisation de la jeunesse et du mouvement, son organisation démocratique, sa volonté de s'occuper elle-même de ses propres affaires, de contrôler sa lutte, font la force du mouvement. Sa radicalité et son indépendance sont un encouragement pour bien des militants, elles redonnent envie de se mêler des affaires publiques, de prendre part au combat politique, et d'agir de même sur son lieu de travail.

Le 4 avril : jeunes, salariés, ensemble pour bloquer le pays !

Le 28 mars a été un encouragement pour l'ensemble du monde du travail. Son succès, l'appel de l'ensemble des organisations à la journée du 4 avril et, depuis, la réponse du gouvernement, mettent à l'ordre du jour la généralisation de la lutte.

Il n'y a bien sûr aucun automatisme et chaque militant mesure les difficultés, les obstacles à surmonter. Pour cela, chacun éprouve le besoin d'y voir clair, de mesurer les rapports de force réels, de reprendre collectivement confiance, de retisser les réseaux militants à la base. Il y a une revanche à prendre sur les échecs des années passées : elle apparaît aujourd'hui à portée de main et chacun sent bien que pour cela, il faut que nous prenions nos affaires et notre lutte en main.

La lutte solidaire de la jeunesse et des salariés, des précaires, des chômeurs, avec la conscience aiguë d'intérêts collectifs communs, est quelque chose de profondément nouveau, qui donne une liberté et une indépendance qui ont permis au mouvement d'aller déjà très loin.

La semaine qui vient va permettre à tous les militants, les jeunes, les salariés, d'en prendre la mesure

pour franchir l'étape suivante, être à la hauteur de la provocation du pouvoir, du bras de fer qui s'engage. Il nous faut préparer, pour le 4 avril, le blocage de tout le pays, celui des facs, des lycées et des entreprises, grandes et petites, privées et publiques.

Il s'agit de préparer l'entrée massive des salariés aux côtés de la jeunesse dans la grève interprofessionnelle reconductible pour faire céder l'adversaire.

Ce gouvernement n'a plus aucune légitimité : il doit partir.

Carole Lucas



Le congrès du PCF ou la « stratégie » de l'ambiguïté

Le trente-troisième congrès du PCF n'aura pas amené de grandes surprises. Il confirme la stratégie de l'ambiguïté mise en œuvre par Marie George Buffet. Réélue, pour un troisième mandat, secrétaire générale du parti avec 91,2 % des voix au lieu de 76,1 % en 2003, sa position personnelle se trouve renforcée ainsi que l'orientation qu'elle défend depuis les élections régionales de 2004. Celle-ci s'inscrit dans la continuité de la « mutation » engagée par Robert Hue (30^{ème} congrès en 2000), sans pouvoir dénouer les contradictions du PCF, d'où l'ambiguïté. Le PCF est comme paralysé, incapable de choisir entre la logique de la mue et préserver son influence, donc son indépendance du PS. La logique de la mue, c'est l'alliance avec les sociaux libéraux dans laquelle s'est affaibli le PCF. Préserver son influence donc son indépendance, c'est le risque de la rupture et le risque de la ruine de l'appareil des élus... L'orientation de Marie Georges Buffet, c'est choisir de ne pas choisir en prétendant faire du PCF le parti du rassemblement de toute la gauche, de la LCR au PS... pour aller au gouvernement. Une stratégie vouée à l'échec.

L'union populaire ou le regroupement antilibéral pour faire " bouger " la gauche

Si la mobilisation contre le CPE a su s'inviter au congrès, ce n'est pas elle qui était au cœur des débats mais la question de l'élection présidentielle. Comme le souhaitait Marie Georges Buffet, il fut décidé de ne pas décider avant octobre... Une décision largement approuvée par le congrès puisque la motion sur la stratégie a obtenu 67,6 % des voix.

Le raisonnement est simple : il prend appui sur la victoire du non le 29 mai pour démontrer que la victoire de la gauche, « *c'est possible, c'est cela que nous avons fait ensemble* » comme le disait Buffet dans son discours introductif. Elle oublie l'hétérogénéité du non, y compris du non de gauche, pour conclure que la victoire électorale, dans le cadre institutionnel, d'une vraie gauche antilibérale est possible en 2007. Bien sûr, cela passe par une alliance avec le PS, mais un PS convaincu de l'antilibéralisme. « *Il faut révolutionner la gauche* ». Cela implique de rassembler toute la gauche du non unie derrière le PC. Certes l'hypothèse d'une candidature communiste est soumise au débat mais pour la majorité du PCF le débat est déjà tranché : « *une candidature communiste (...) sera plus efficace pour porter cette union* ». Et l'*Huma* de renchérir en rendant compte du congrès : « *Parmi les partisans de la démarche majoritaire, aucun délégué n'a avancé l'idée que pour être unitaire, il ne fallait pas que la candidature soit issue du PCF* ».

Répondant aux critiques de notre organisation sur l'alliance avec les sociaux libéraux pour aller au gouvernement, Marie George Buffet a ainsi résumé sa pensée : « *Je ne veux pas que les luttes, les espérances soient bafouées par la droite, trahies par une gauche de renoncement, marginalisées par une gauche minoritaire* ».

Minoritaire, nous verrons, mais de toute façon la question n'est pas là. Le débat porte sur le programme, les « *engagements pour changer la vie* », et les moyens de les faire aboutir. Est-il possible de changer la vie

en participant à l'alternance ou l'alternative dans le cadre des institutions ? Toute l'expérience du mouvement ouvrier, et en particulier les échecs du PCF lui-même qui ont ruiné sa propre influence en particulier dans la classe ouvrière, sont là pour démontrer que non.

30 % des voix des délégués se sont portés sur l'amendement préconisant « *sans attendre (...) une candidature communiste* ». Cet amendement militait pour que le PCF annonce dès maintenant sa candidature mais sans proposer, quant au fond, une autre orientation que la politique d'union populaire pour aller au gouvernement avec le PS, une nouvelle mouture de l'union de la gauche.

Une mutation qui n'en finit pas...

L'orientation décidée par le congrès vise à enrayer l'effondrement électoral et militant du PC en essayant de concilier la mutation de l'ancien parti stalinien en parti réformiste, parti de gouvernement, avec une critique radicale du capitalisme libéral porteuse du mécontentement et de la révolte des classes populaires. Ce compromis est le contenu de l'antilibéralisme qui reprend les thèmes essentiels du mouvement altermondialiste.

Depuis l'effondrement dans les années 90 des bureaucraties issues de la contre-révolution stalinienne qui suivit Octobre 1917, le PCF tente de gérer sans grand succès ses contradictions. Né de la vague révolutionnaire de 1917 puis soumis aux intérêts politiques et diplomatiques de la bureaucratie stalinienne, il finit par trouver sa place dans la vie politique parlementaire nationale mais sans jamais devenir un parti « comme les autres ». Il restera et reste encore marqué par ses origines révolutionnaires. Il porte encore les stigmates de sa naissance, ses liens avec octobre 1917 et le communisme qui se confondent avec ses liens avec le monde du travail.

C'est cette histoire qui l'a façonné et qui le définit et explique son influence même si les intérêts diplomatiques de ses maîtres du Kremlin l'ont depuis longtemps, depuis 1936 puis 1943, conduit à se réconcilier avec les institutions nationales et à devenir ainsi un parti de gouvernement.

Le communisme a été transformé en une idéologie sans vie pour les besoins de la bureaucratie soviétique, justifiant la dictature du socialisme dit réel. Cette idéologie sans rapport, si ce n'est formel, avec le marxisme, imprégnée de nationalisme et de moralisme, reprenant à son compte les préjugés réformistes, restait néanmoins pour beaucoup étrangère à l'idéologie des classes dominantes impérialistes du fait de la Guerre froide et de l'antagonisme entre l'URSS et les puissances impérialistes alors secouées par la révolution coloniale.

Les liens avec la bureaucratie soviétique emportés avec cette dernière, il reste un parti réformiste lié au monde du travail et façonné par l'idéologie et les combats de son passé.

L'antilibéralisme ou la voie étroite du nouveau réformisme

Son réformisme se dégage du communisme en se nourrissant des idées dominantes au sein du mouvement altermondialiste mais a bien du mal à fournir un programme, une orientation politique qui lui permette de reconquérir son influence militante au sein de la classe ouvrière ou d'en conquérir une nouvelle au sein de la jeunesse. A l'heure de la mondialisation impérialiste, le réformisme en tant que force politique organisée, que parti, a bien du mal à exister. Il prend le seul contenu quant au fond acceptable par la bourgeoisie, celui du social-libéralisme.

D'une certaine façon, la contradiction qui était au cœur de la mue engagée par Robert Hue, la mue de l'ancien parti stalinien en un nouveau parti réformiste, se développe en une nouvelle contradiction : comment faire vivre un parti réformiste, anti-libéral, à l'heure de la mondialisation financière et impérialiste, comment prétendre aller au gouvernement sans sacrifier son influence dans les classes populaires.

La course à la rentabilité financière dans le cadre de la concurrence mondialisée a considérablement réduit les marges de manœuvre de la bourgeoisie. La pensée unique, libérale, s'impose au point que prétendre à une critique radicale telle que la formule le PC aujourd'hui tout en prétendant aller au gouvernement dans le cadre des institutions pour changer la vie crée des tensions difficilement maîtrisables.

Pour un parti de tous les communistes, révolutionnaire et démocratique

L'ambition de Robert Hue, transformer l'ex-parti stalinien en un parti réformiste pleinement intégré au jeu politique national, aboutit à un fiasco parce que le PC y a perdu l'essentielle de sa base ouvrière.

Enfant d'Octobre 1917 et de la montée révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale, transformé en parti réformiste sous les effets de la contre-révolution stalinienne, il voit aujourd'hui se dénouer la contradiction entre réforme ou révolution, entre antilibéralisme et communisme.

Achever sa mue en parti réformisme antilibéral conduit à l'alliance avec le PS sans condition, c'est-à-dire à la liquidation du PC en tant que parti indépendant voulant « changer la vie ». Marie George Buffet représente une politique d'attente et la vie décidera... en octobre.

Il y a pour le PC et ses militants une autre perspective : renouer avec le communisme pour participer avec l'extrême gauche à la construction d'un nouveau parti, un parti de tous les communistes. Un tel choix ne peut se faire par une adaptation passive aux rapports de force, adaptation qui définit quant au fond la politique de Marie George Buffet. Ce n'est pas une mue mais une révolution. C'est à cette révolution qu'aspirent bien des militants qui regardent vers la Ligue. Les différentes minorités qui se sont regroupées pour présenter contre la majorité une liste alternative pour l'élection du conseil national, liste conduite par le maire de Vénissieux, André Gerin, expriment, pour une part, cette aspiration à ce que le PC ne reste pas dominé par les rapports de force. Ces minorités regroupées derrière différents textes ("Fiers d'être communistes", "Colère et espoir", "Mettre le PCF sur les rails de la lutte de classe") restent, pour l'essentiel, accrochées à un passé révolu, ce qui les prive de la capacité de formuler une orientation lutte de classe, communiste, démocratique et révolutionnaire.

Cette tâche revient, pour l'essentiel, au courant trotskiste qui a, contre le stalinisme, défendu le communisme démocratique, révolutionnaire, le marxisme.

Il s'agit de donner à ces idées leur actualité politique, pratique et concrète, pour les combats actuels. Cette tâche ne peut être que collective. Elle ne peut s'accomplir qu'en lien avec les luttes de classes réelles, à travers les confrontations et les débats.

La contre-révolution stalinienne emportée par ses propres crimes et reniements, effondrée sous le poids de sa propre faillite, restent les idées du communisme en tant qu'idées du combat pour la liberté et l'émancipation. Pour affronter la nouvelle période qu'ouvre le développement du capitalisme libéral et impérialiste, il est nécessaire de regrouper tous ceux qui se reconnaissent dans ces idées dégagées de leur caricature stalinienne ou réformiste.

La nouvelle étape de la crise du PCF dont le 33ème congrès a préparé les conditions donnera à cette discussion son caractère d'actualité, voire d'urgence.

En octobre, Marie George Buffet sera amenée à lever les ambiguïtés. Il faudra décider et choisir, ou l'antilibéralisme allié du social-libéralisme ou la lutte démocratique et révolutionnaire pour le communisme. Marie George Buffet et l'appareil du parti ont choisi, pas l'ensemble des militants.

Yvan Lemaitre



48^{ème} congrès de la CGT :

un syndicat pour le renouveau de la lutte des classes ou pour l'accompagnement des reculs ?

La journée du 28 mars, les grèves dans des milliers d'entreprises, même si dans certaines de celles-ci, ce n'est encore, pour l'instant, que le milieu militant large qui est sorti, les trois millions de personnes, toutes générations confondues, qui ont battu le pavé, enthousiastes et dynamiques, montrent clairement que l'heure de rendre les coups est venue pour le monde du travail.

Toutes les directions syndicales, engluées dans leur politique d'accommodement avec le libéralisme et de recul négocié devant les attaques patronales, sont prises à contre-pied, et, vaille que vaille, sont obligées de donner des perspectives à un mouvement qu'elles redoutent.

Tout comme pour le référendum sur le TCE du 29 mai, la direction de la CGT, qui espérait faire du prochain congrès une étape décisive dans le recentrage de notre organisation vers un syndicat d'accompagnement et de négociation sur le même terrain que la CFDT, vient d'être prise à contre-pied par les événements et par une base combative nullement prête à s'incliner devant cette évolution.

Dans ce contexte de montée des luttes et de contestation du libéralisme, la tenue du prochain congrès de la CGT sera une étape qui peut devenir, loin des calculs des appareils, un moment vers la reconstruction d'un syndicalisme de lutte des classes.

Dans les trois précédents chapitres, nous avons analysé, à la lumière des textes proposés pour ce congrès, l'évolution de la situation ouvrière et de notre syndicat sous les coups de la mondialisation, les ripostes des travailleurs et leurs échecs jusqu'à présent, ainsi que la discussion du programme qui serait nécessaire pour passer à la contre-offensive.

Dans ce dernier chapitre, nous allons discuter de l'évolution des structures de notre syndicat, et notamment de son financement, telle que l'envisagent les textes de congrès et ce qui serait, de notre point de vue, nécessaire pour un renouveau du syndicalisme répondant à l'évolution de la situation actuelle.

Gestionnaires, ou organisateurs des luttes

Le passage sur la démocratie sociale, - pages 18 et 19 du document d'orientation- s'il met l'accent sur l'absence de droits au travail, propose d'intégrer toujours d'avantage notre action syndicale dans les institutions, les organisations qu'il faut bien appeler de collaboration de classe.

Oui, il est bien réel, comme cela est dit, que l'entreprise reste une zone de non-droit où les droits politiques n'existent pas et où les droits syndicaux sont souvent bafoués.

Ces droits restent à conquérir.

Mais l'objectif est-il, comme le suggèrent les textes, d'obtenir de nouvelles règles de négociation, l'extension des pouvoirs des CE ou le respect de la « règle majoritaire » :

Chap. II-69, page 19 *« seuls les accords signés par les organisations représentant la majorité des salariés devraient être validés ».*

Il ne s'agit pas d'obtenir des droits nouveaux, uniquement pour la minorité de militants syndicaux, trop souvent isolés, coupés de la base, mais bien plutôt de rompre radicalement avec la situation actuelle, d'imposer une réelle démocratie, le droit pour tous les travailleurs, de se syndiquer sans risque, de s'exprimer, de décider. La révolte de la jeunesse contre le CPE témoigne de l'urgence d'imposer cette démocratie pour des jeunes salariés que le gouvernement et le MEDEF voudraient sans droits. Comme avec le CNE pour ceux des petites entreprises.

Au chapitre – II 74, page 19 - il est affirmé :

« Pourtant le pouvoir politique a figé depuis 1966 une liste de cinq organisations présumées représentatives, une fois pour toutes, sans vérification possible de leur influence électorale. Cette entorse à la démocratie sociale ne peut perdurer ».

Il est certes choquant, comme on vient de le voir par la signature de l'accord UNEDIC, que des organisations très minoritaires engagent le sort de millions de travailleurs et de chômeurs.

Mais ne perdons pas de vue que tous les syndicats, CGT comprise, n'organisent qu'une très faible partie du monde du travail.

La démocratie, tant sur le plan politique que syndical pour l'ensemble des travailleurs, reste à conquérir.

Le problème qui nous est posé aujourd'hui est celui d'une véritable et bien plus large démocratie, non pas pour obtenir des patrons et des gouvernements de nouvelles possibilités de gestion dans des organismes coupés de la base ouvrière, mais pour permettre aux salariés eux-mêmes, ainsi qu'aux usagers, de participer directement à ce qui les concerne : CE, CCE, gestion de la Sécurité sociale, administration des services publics, des organismes de formation, de Santé, d'Education, etc.

Le problème de la syndicalisation est directement lié à celui de la démocratie. Il s'agit que la base ouvrière retrouve confiance dans l'utilité de s'organiser.

Trop souvent, absorbé dans des tâches de gestion, le militant syndical, débordé, jamais « à la boîte », se trouve coupé de ses camarades qui l'ont pourtant élu pour contribuer à aider à la résistance ouvrière.

Il y a là un danger de bureaucratisation bien réel, et que ressentent bien des militants. Les patrons ont la méthode pour nous tenir à longueur de jours et de semaines dans des réunions où, de toute façon, rien de déterminant ne se décide.

Il ne s'agit pas pour nous de pratiquer la politique de « la chaise vide » mais nous ne devons pas perdre de vue nos camarades d'atelier ou de bureau, sans lesquels notre syndicalisme n'aurait aucun sens.

Loin de nous éloigner de la base, des salariés, il faut organiser nos structures, les nouvelles bases, au plus près des salariés de la façon la plus démocratique.

Le texte souligne les transformations dans le salariat, la précarité qui s'est multipliée, la sous-traitance, etc. Face à tout ce qui crée des divisions supplémentaires entre salariés, il nous faut travailler à regrouper et unir les forces.

L'expérience de syndicat de site, comme ce qui s'est fait sur les chantiers, à St Nazaire, montre effectivement une possibilité de construction, permettant d'unifier des salariés de plusieurs entreprises, y compris de toutes petites, surtout dans ces grandes entreprises qui emploient des milliers de sous-traitants. C'est une possibilité à développer.

Tout comme il nous faut nous appuyer sur tout ce qui existe et le développer. Ainsi, le réseau des Unions Locales qui reste une particularité de la seule CGT, bien trop ignoré dans les textes de congrès, joue un rôle très important pour regrouper des salariés du privé ou du public, de moyennes ou de petites entreprises, au plus près des salariés concernés et des communes, même les plus petites.

Mutualiser les expériences, aider de nouveaux syndicats ainsi que des camarades qui sont parfois isolés ou peu nombreux dans leurs boîtes, c'est bien tout cela qui peut contribuer à faire progresser l'organisation des salariés.

Les finances : un problème... de confiance et de démocratie

Une annexe au texte d'orientation - Page 34 à 37- est consacrée aux finances de la CGT et au nouveau système de répartition des cotisations qui est proposé et doit être mis en place au 1er janvier 2007.

C'est un problème qui fait débat dans les rangs de la CGT depuis des années et suscite de fortes inquiétudes parmi les militants.

Les problèmes financiers sont des problèmes politiques. La rétention de l'argent, le « chacun pour soi », sont révélateurs de problème de confiance entre les militants de base et les directions. Et c'est donc un problème de démocratie et de transparence qui est posé à la direction elle-même.

Ce sont les militants de base qui recrutent, gagnent les salariés au syndicat, ce sont eux qui assurent tout le travail de ramassage des cotisations. Ils sont donc en droit de savoir, en toute transparence, ce qui est fait de cet argent dont une part importante devrait rester aux organisations de base : syndicat de l'entreprise, Union locale, pour leur permettre de vivre.

Le nouveau système proposé veut inverser, en partie, ce qui se faisait jusqu'à présent. Les structures de base, syndicats, UL ou autres, ne garderaient plus la maîtrise des sommes cotisées, n'en assureraient plus la répartition aux divers organismes. Elles devront, au contraire, aussitôt reverser l'argent - sauf les 33 % qui reviennent aux syndicats, et à seuls - à un organisme central, sorte de banque administrée par 12 membres élus par le Congrès. C'est cet organisme qui reversera chaque mois la part qui revient à chaque structure : Confédération, Fédérations, UD, Ugict, Ustr.

Beaucoup de camarades sont inquiets de cette orientation qu'ils considèrent comme une dépossession du droit légitime de rester maître des finances qui permettent de faire vivre nos syndicats.

Quant aux UL qui semblent les grandes oubliées, elles seront financées par une part décidée par les UD ou les syndicats, et apparaissent, vu la faible part prévue pour elle, comme des parents pauvres, tenus en suspicion.

Un article peut apparaître inquiétant : il est prévu de « moduler », à la hausse... ou à la baisse, la part qui doit revenir à des structures de base, telles que syndicat de base ou UL. Cette part serait décidée à « l'échelon supérieur » (Congrès de branche ou de Fédération). Gare aux syndicats ou organismes de base qui ne seraient pas assez dociles, ou contesteraient la politique suivie par leur fédération ou la Confédération. L'arme des finances peut se retourner contre la démocratie !

Conclusion : un congrès de recentrage ?

L'étude des textes montre sans ambiguïté que la Direction voudrait faire de ce congrès une étape de plus vers un syndicalisme d'adaptation, d'accompagnement.

Mais la base de notre syndicat, comme les salariés qui regardent vers la CGT, votent pour elle, reste attachée à la lutte des classes, garde de fortes traditions d'anticapitalisme.

Alors, à nous de nous emparer - si possible - des occasions offertes de débat de congrès pour défendre ces idées dans nos syndicats, même si, pour l'instant, malgré les grandes affirmations de démocratie, et de « *syndiqué acteur* », il y a bien peu de débats programmés.

Au contraire, avant même que les textes ne soient parvenus entre les mains des militants, et encore moins discutés, l'appareil syndical gagné à Thibault s'empresse de faire désigner les délégués au Congrès et organise pour eux des réunions avec les dirigeants en place comme J-C Le Duigou...

Il ne sera sans doute pas facile pour les militants lutte de classe de se faire entendre à Lille, à la tribune de ce Congrès.

Il n'est pourtant pas dit que, même avec de telles méthodes bureaucratiques, dans le climat actuel de forte montée des luttes, la contestation ne s'y fasse pas entendre.

C'est, en tout cas, ce que nous pouvons souhaiter. Mais au-delà des péripéties de ce congrès lui-même, ce qui sera déterminant dans l'évolution de notre syndicat, c'est le développement de la lutte réelle des classes dans les semaines et les mois à venir.

Denis Seillat, Gérard Villa



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.